

Junge Freiheit

Protestkultur

César avait déjà remarqué le goût des Gaulois pour la guerre civile. Les Français sont restés fidèles à la tradition gauloise : à toutes les époques de leur histoire, ils n'ont cessé de s'affronter et de se battre entre eux. Ils sont aussi, depuis toujours, les champions de la culture de la grève et de la protestation. Les touristes qui viennent à Paris s'en aperçoivent vite, il y a toujours des grèves quelque part : les infirmières, les routiers, les chauffeurs de taxi, les gardiens de musées, les employés des chemins de fer, le personnel des aéroports, etc. En France, les conflits sociaux se règlent rarement par le dialogue et la concertation. On préfère manifester et défiler dans la rue.

Cette mauvaise humeur se cristallise fréquemment dans des « journées », qui ne durent jamais très longtemps mais qui ont une fonction cathartique : les journées révolutionnaires de 1830 et de 1848, la Commune de 1871, les émeutes anti-parlementaires de février 1934, les journées de mai 1958, qui virent la fin de la IV^e République et le retour au pouvoir du général de Gaulle, les journées de Mai 1968.

Ces dernières semaines, c'est le projet gouvernemental de légaliser le mariage homosexuel qui a déchaîné les passions. Très vite, le débat s'est focalisé sur les problèmes de filiation (recours aux « mères porteuses » et à la « procréation médicale assistée » pour les homosexuels) dans un climat déjà marqué par l'introduction de l'idéologie du « genre » (*gender*) dans les programmes scolaires. Les opposants au projet de loi sur le « mariage pour tous » ont mobilisé des foules considérables : il y a quelques semaines, ils étaient plus d'un million à manifester aux abords des Champs-Élysées sur le thème : « Tous les enfants ont droit à un papa et une maman ». On n'avait pas connu en France des manifestations d'une telle ampleur depuis trente ans.

Le refus du gouvernement de tenir compte de ce puissant mouvement populaire, appuyé par une pétition qui a rassemblé 750 000 signatures en quelques semaines, a radicalisé les opposants et transformé le mouvement en opposition « sauvage » à une politique gouvernementale aujourd'hui totalement discréditée (26 % seulement des Français se disent encore satisfaits de François Hollande moins d'un an après son élection). Chaque jour, de nouvelles manifestations ont lieu dans les rues de Paris, devant le Sénat ou l'Assemblée nationale, ainsi que dans les autres grandes villes de France. Alors même que la loi sur le mariage gay a maintenant été votée définitivement par le Parlement, le mouvement continue à s'étendre, sur le modèle du mouvement des « indignés » en Espagne ou du mouvement « Occupy Wall Street » aux États-Unis.

Cette radicalisation a amené un certain nombre de commentateurs à évoquer le spectre des années 1930. L'heure est à l'amalgame incantatoire entre la crise actuelle et la période de l'entre-deux-guerres. Une idée anachronique qui séduit surtout les esprits propagandistes ou paresseux (ce sont souvent les mêmes).

Plus que de radicalisation, on assiste en fait surtout à une « droitisation » incontestable de l'opinion. Les sondages qui se succèdent révèlent des tendances lourdes et fournissent des chiffres encore jamais atteints : plus de 62 % des Français pensent que la mondialisation est une menace, 71 % estiment être au cœur de la crise, 70 % trouvent qu'« il y a trop d'immigrés en France » et s'éprouvent eux-mêmes comme étrangers dans leur propre pays, 72 % affirment qu'« on ne défend pas assez les valeurs traditionnelles », 65 % trouvent que « la justice n'est pas assez sévère avec les délinquants » et se déclarent opposés à la dépénalisation des « drogues douces », 73 % (dont 57 % des électeurs de gauche) pensent qu'« on peut trouver de la main-d'œuvre en France sans avoir recours à l'immigration », 74 % (dont 59 % des sympathisants du parti socialiste) jugent que « la religion musulmane n'est pas compatible avec les valeurs de la société française ». 53 % des Français sont même favorables au « rétablissement de l'uniforme dans les écoles », tandis que 87 % déclarent vouloir un « vrai chef pour remettre de l'ordre » !

C'est ainsi une vague de fond qui déferle aujourd'hui sur la France, tandis que la crise économique s'aggrave tous les jours. Tous les indicateurs économiques sont au rouge. La dette publique a dépassé les 90 % du Produit intérieur brut (PIB), et l'on enregistre un millier de chômeurs de plus chaque jour. On n'en est pas encore au stade de la Grèce, de l'Espagne, du Portugal ou de l'Italie, mais on y vient. Les classes populaires sont les principales victimes de la situation. La gauche les a abandonnées au nom des réformes « sociétales » et de l'universalisme pro-immigration, la droite les a abandonnées au nom des intérêts de la finance et du marché. Résultat : les anciens électeurs communistes votent désormais pour le Front national.

Beaucoup de jeunes souhaitent s'expatrier. Leurs aînés estiment que demain sera pire encore qu'aujourd'hui. Les médias parlent de mouvement d'humeur, de pessimisme crispé, sans jamais se demander si ce mouvement n'est pas une forme de dévoilement de la vérité. Les Français n'ont plus confiance dans la classe politique. Plus de trois sur quatre d'entre eux estiment que les hommes politiques sont corrompus. En réalité, les politiciens ne sont pas tous corrompus, mais ils sont tous discrédités parce qu'ils sont tous partie prenante d'un même système qui corrompt tout.

Les scandales qui éclatent de façon quasi quotidienne ne sont plus perçus que comme autant de symptômes de ce délabrement qui, de proche en proche, a fini par envahir tout le champ social. On voit en même temps monter une vague d'amertume et de dégoût qui peut se transformer en colère. Toute la question est de savoir à quel moment l'addition des désespoirs et des déceptions, des rancœurs et des frustrations atteindra sa « masse critique ». Lénine disait que les révolutions se produisent quand à la base on ne veut plus, et qu'à la tête on ne peut plus. On n'en est peut-être pas très loin.

Alain de Benoist

